

Peut-on oser une prospective pour les monnaies ?

Par Thierry GAUDIN

Ingénieur général des Mines honoraire, Prospective 2100

La monnaie est une technique, et les techniques évoluent en transformant la société. Il faut donc se poser la question de la nature technique de la monnaie et de son histoire longue, en relation avec les transformations sociétales. Partant de l'idée que la monnaie repose sur la confiance, et que cette confiance évolue, l'article tente, en reprenant des éléments d'histoire longue, de donner des éléments factuels permettant de comprendre, indépendamment des doctrines officielles, comment fonctionne la relation monnaie-société. Il est clair que cette relation est profondément transformée par la dématérialisation contemporaine, mais il n'est nullement évident que cette transformation soit maîtrisée. Il semble même qu'un scénario d'effondrement comparable à celui du XIV^e siècle européen soit à craindre. La multiplication des monnaies complémentaires, sorte d'ubérisation de la monnaie, est-elle en mesure de prendre le relais ?

Nous sommes ⁽¹⁾ en 1932. La ville de Wörgl, en Autriche, subit les conséquences dramatiques de la crise de 1929. Sur ses 4 300 habitants, 1 500 sont chômeurs. La plupart des usines de la région ont fermé. Les impôts ne rentrent plus et la municipalité n'a pas de quoi assurer les travaux de réfection les plus urgents. Le bourgmestre organise alors un bureau de secours avec l'intention de donner du travail aux chômeurs. Mais comment les payer ? Les impôts ne rentrant pas, la municipalité n'a plus d'argent. Il décide de s'inspirer de l'expérience de Schwanenkirchen, une petite commune bavaroise isolée et pauvre, dont la principale ressource, une exploitation minière, avait fermé. Cette commune avait inventé et promu l'usage d'une « monnaie franche », la « wära », qui, après quelques réticences, avait été acceptée par les commerçants. Cette monnaie avait, de plus, une caractéristique inhabituelle : sa valeur diminuait avec le temps, ce qui ôtait l'envie de la thésauriser.

Le bourgmestre de Wörgl décide d'en faire autant : une monnaie est émise par la municipalité, sous la dénomination de « bons [de] travail ». Les employés municipaux, y compris le maire, perçoivent la moitié de leur rémunération dans cette monnaie. Au début, les commerçants sont réticents. Mais constatant que les employés municipaux préféraient les boutiques où elle était acceptée et observant l'intensité croissante de sa circulation, ils finissent par l'accepter. Le résultat est surprenant : un nouveau pont et sept routes neuves sont construits, on reboise la forêt et..., à nouveau, il y a du travail pour tous !

Voyant ce succès, plusieurs dizaines de communes autrichiennes touchées par la crise envisagent d'en faire

autant. Mais la Banque centrale d'Autriche dépose une plainte contre la municipalité de Wörgl. Malgré le soutien du célèbre économiste Irving Fischer, la Cour suprême autrichienne déclare cette initiative illégale et intime l'ordre d'y mettre fin. Le chômage repart à la hausse et, peu de temps après, le peuple autrichien, ne sachant plus que faire pour sortir de la crise, accepte l'Anschluss hitlérien auquel adhérait déjà un important courant d'opinion.

Cette histoire, comme beaucoup d'autres (il y aurait environ 5 000 monnaies complémentaires dans le monde ⁽²⁾), nous amène à nous poser cette question philosophique : qu'est-ce que la monnaie ? Quelle en est l'essence ? Certes, les cours d'économie répètent, depuis Aristote, que la monnaie a trois fonctions : de réserve de valeur, d'unité de compte et d'intermédiaire des échanges. Mais face à l'exemple des « bons de travail » de Wörgl, une telle scolastique ne tient plus.

La monnaie, c'est d'abord de la confiance, et la confiance est un comportement anthropologique profond, qui évolue avec les civilisations.

Pour étayer cette assertion, je vais me référer à quelques moments de l'histoire. Dans son livre *Les Trois Écritures*,

(1) Ces informations sont issues du livre de DERUDDER Ph. (2014), *Les Monnaies locales complémentaires, pourquoi, comment*, Éditions Yves Michel.

(2) D'après l'évaluation de Bernard Lietaer. Voir aussi son ouvrage *Au cœur de la monnaie (une approche anthropologique de la réalité monétaire) et le rapport du Club de Rome "Money and sustainability, the missing link"*.



Le billet de 1 schilling de Wörgl.

Clarisse Herrenschildt⁽³⁾, s'inspirant des travaux de Jean Bottéro, rappelle que les débuts de l'écriture, les tablettes mésopotamiennes, étaient des sortes d'actes notariés : actes de propriété, documents comptables... Il s'agissait bien d'écrire pour « prendre acte » et être en mesure de retrouver l'information en cas de contestation. Ces premiers écrits étaient donc bien des inscriptions destinées à étayer la confiance.

Continuant son exploration, Clarisse Herrenschildt met en évidence une seconde écriture. Après la domestication du chameau et du cheval, autour de l'an -3000, le commerce se développe tout au long de la future « Route de la soie » reliant la Méditerranée à la Chine. L'usage s'installe de payer ses achats avec de petits lingots composés d'un alliage d'or et d'argent : l'électrum. Mais la



La statère de Gygès : pièce d'or frappée par le Roi de Lydie, Gyges, au VII^e siècle avant J.C.
Source : Bibliothèque nationale de France.

teneur respective de ces deux métaux est variable. Les marchands et leurs clients souhaitent un système plus fiable. Vers 620 avant J.-C., le roi de Lydie⁽⁴⁾ a l'idée de légitimer la valeur des pièces en les « frappant », c'est-à-dire en gravant un symbole sur le métal : c'est la deuxième écriture.

Ces premières frappes ont lieu dans le sanctuaire d'Artemis, à Éphèse. Au début, les symboles représentés sont ceux d'un lion et d'un taureau. Plus tard, les souverains achéménides feront frapper des pièces à leur effigie. C'est la naissance de ce que nous appelons aujourd'hui la monnaie. Or, là encore, il s'agit bien de confiance : l'inscription d'une valeur sur un support de manière indélébile est là pour assurer la fiabilité de l'information. L'effigie du souverain figurant sur la monnaie avait aussi pour fonction d'inspirer la crainte à ceux qui auraient été tentés de la falsifier. Ce lien avec le pouvoir subsiste jusqu'à nos jours : même si les banques centrales sont des établissements privés, la force publique et la justice ont pour mission de poursuivre les faux-monnayeurs.

Nous sommes tellement habitués à ce lien existant entre les grandes monnaies et le pouvoir que nous avons oublié les petites monnaies, comme celle de Wörgl, qui servent à mémoriser les échanges entre des personnes qui se connaissent et n'ont donc pas besoin d'un intermédiaire officiel pour se faire mutuellement confiance. En Afrique, les cauris (des coquillages marins) ont longtemps joué ce

(3) HERRENSCHMIDT C. (2007), Les Trois Écritures, langue, nombre, code, Gallimard.

(4) La Lydie était alors un pays prospère, situé aux confins de la Grèce et de la Turquie actuelles. Son roi s'appelait Gygès. Il était le père d'Alyatos et le grand-père de Crésus. La Lydie était irriguée par le fleuve Pactole où l'on trouvait de l'or.

D.R.

D.R.

rôle. Au Moyen Âge, en Europe, les méreaux (des petites pièces d'argent noir) servaient de monnaie sur les marchés ruraux. Aujourd'hui, ce sont près de 5 000 monnaies dites complémentaires qui sont présentes sur tous les continents.

Restons un instant sur les monnaies du passé. Au XIII^e siècle, de nombreux ateliers de frappe monétaire, souvent gérés par des ecclésiastiques, procuraient une certaine indépendance aux régions. Mais le métal nécessaire vint à manquer : l'activité des marchés s'était accrue, les mines d'argent européennes s'épuisaient et la quantité de monnaie en circulation ne suffisait plus à alimenter les échanges.

Saint Louis tenta, mais sans succès, d'instaurer une monnaie en or. Son petit-fils, Philippe le Bel, en difficulté pour payer ses campagnes militaires, imposa – non sans difficulté – une unification monétaire⁽⁵⁾. Cette mesure arrivant au moment où la densité de la population européenne atteignait un niveau proche de la saturation⁽⁶⁾, le résultat fut catastrophique : les marchés ruraux étaient asphyxiés. Une famine eut lieu en 1316, après que Philippe le Bel eut mis la main sur les biens des Templiers. La confiance était rompue, il s'ensuivit deux siècles de malheurs : des famines à répétition, la peste et la Guerre de Cent Ans.

C'est à la Renaissance, avec le pillage de l'or et de l'argent d'Amérique du Sud, qu'un flot de liquidités suffisant permit le redémarrage des économies européennes. La confiance revint et l'on put même accepter des billets (préfiguration de la monnaie papier) comme instruments d'échange (mais uniquement ceux qui portaient la signature d'un banquier lombard ou d'un banquier batave de renom). Même si nous utilisons aujourd'hui couramment les billets, il faut se rappeler la difficulté qu'il y eut à établir la confiance dans des morceaux de papier – l'affaire des assignats et la faillite de Law, au XVIII^e siècle, en sont des illustrations⁽⁷⁾.

En ce siècle des Lumières, précisément à partir de 1740, règne en Autriche une femme prestigieuse, Marie-Thérèse, impératrice consort du « Saint Empire » romain germanique. Dès 1741, des pièces sont frappées à son effigie, les thalers⁽⁸⁾ d'argent. À sa mort, en 1780, il subsiste un stock de thalers inutilisés. Ces pièces étant particulièrement réussies, elles continuent à circuler.

L'Autriche ne souhaite pas pour autant utiliser ces pièces sur son territoire : elles sont le symbole d'une reine appartenant au passé et la monnaie en circulation se doit de porter l'effigie du roi régnant. Ces pièces se répandent en Afrique, en Abyssinie notamment. Le mot « *thaler* » devient synonyme de « monnaie de qualité ». Il sera bientôt transformé, par euphonie, en *dollar*. Voilà encore un exemple qui confirme la nature profonde de la monnaie : à savoir susciter la confiance. La confiance est une attitude humaine qu'il faut appréhender en tant que telle si l'on veut comprendre ce qu'est vraiment la monnaie.

Aux XVII^e et XVIII^e siècles, le fonctionnement de la confiance subit une mutation due à l'invention des banques centrales, notamment de la Banque d'Angleterre, puis de la Banque de France, sous Napoléon.

La Banque d'Angleterre est née après une période troublée, celle de la Glorieuse Révolution. Cette révolution, qui a lieu en 1688-1689, sans effusion de sang, bouleverse le pays. La stabilité religieuse relative qui s'ensuit attire bon nombre de protestants du continent⁽⁹⁾ vers l'Angleterre. La croissance est forte et l'innovation bat son plein. Cette effervescence crée un besoin de capitaux. Mais le système financier n'est pas ce qu'il est aujourd'hui et des taux usuraires paralysent l'activité économique. Afin de contourner ces abus et de permettre au pays d'emprunter massivement auprès du public, une banque est mise en place sous l'impulsion de William Paterson (1658-1719), qui sera un des piliers de la révolution financière britannique : c'est la Banque d'Angleterre, qui naît officiellement le 27 juillet 1694.

La Banque d'Angleterre ne va cesser de voir ses missions et ses pouvoirs évoluer⁽¹⁰⁾. En 1844, elle obtient le pouvoir d'émettre de la monnaie fiduciaire (les billets de banque). Le commerce international se développant, les besoins en billets sont élevés. Le Royaume-Uni est alors à l'apogée de sa puissance. Un siècle plus tard, après la Seconde Guerre mondiale, les besoins de reconstruction y sont aussi importants que dans les autres pays européens. La Banque d'Angleterre est alors nationalisée, le 1^{er} mars 1946, pour permettre une reconstruction efficace. Elle ne retrouvera une totale indépendance qu'en 1997.

Les banques centrales sont souvent perçues comme étant des organes étatiques. En fait, ce sont des établissements privés destinés à pallier les risques de défaillance des banques, grâce à une sorte de mutualisation gérée par la communauté financière. Dans le cas de la France⁽¹¹⁾, explique l'historien Henri Guillemin : « Dans le souci de n'ôter aux banques aucune source de profits, le Premier Consul (Bonaparte) va jusqu'à autoriser au bénéfice de la Banque dite "de France", le partage d'une des premières prérogatives du gouvernement, celle de fabriquer une monnaie. Et, en outre, la monnaie métallique que fabrique

(5) Voir « Monnaie, fiscalité et finances au temps de Philippe le Bel », Comité pour l'histoire économique et financière de la France.

(6) Environ 40 habitants au km², compte tenu du système technique du début du XIV^e siècle. L'historien Pierre Chaunu écrit que l'on a « l'impression d'un monde plein ».

(7) Sur la monnaie papier en Chine, voir GRAEBER D. (2013), Dette, 5 000 ans d'histoire, Éditions LLL.

(8) Le mot « thaler » était en usage dès le XIII^e siècle.

(9) À la suite, notamment, de la révocation de l'Édit de Nantes par la France.

(10) Mais, attention : le Royaume-Uni est une terre pleine de contradictions. Ainsi, il n'existe pas un, ni deux, mais bien... trois types différents de coupures en Livre Sterling. Alors qu'en France, tous les billets en circulation sur le territoire sont émis par la Banque de France, au Royaume-Uni, la Banque d'Angleterre, n'émet que les billets anglais. Ces derniers ont alors cours légal en Angleterre mais aussi au Pays de Galles. L'Écosse et l'Irlande du Nord voient leurs billets émis par d'autres banques. L'Écosse, par exemple, émet des billets écossais grâce à trois institutions financières, Bank of Scotland, Clydesdale Bank et The Royal Bank of Scotland. Ces billets n'ont en théorie cours légal qu'en Écosse, mais ils sont acceptés dans tout le Royaume-Uni. En France, c'est un peu comme si chaque région émettait sa propre monnaie (extrait de l'article Wikipedia).

(11) La Banque de France est créée le 18 janvier 1800.



D.R.

La réunion de Jekyll Island, avec J. P. Morgan (2^{ème} à partir de la gauche), le sénateur Aldrich et Paul Warburg (1^{er} et 2^{ème} à partir de la droite).

l'État lui coûte, à lui, État, au moins le prix de l'or et de l'argent [nécessaires], tandis que le privilège inouï accordé à l'établissement Pergot, Mallet et C^{ie} consiste en ce que cette banque, pure association d'intérêts privés, aura le droit de fabriquer une monnaie qui ne lui coûtera rien... ».

Dès le début du XIX^e siècle, l'arrogance des grands banquiers atteint des sommets : Nathan Rothschild, qui avait doublé sa fortune en une seule journée grâce à un coup de bourse mémorable, lors de la bataille de Waterloo ⁽¹²⁾, s'exprimait ainsi : « Peu importe le pantin qui est sur le trône de cet empire sur lequel le soleil ne se couche jamais ⁽¹³⁾, celui qui définit la masse monétaire gouverne l'Angleterre. Or, je contrôle la masse monétaire de l'Angleterre... ».

En fait, ce propos n'est pas seulement l'expression d'une certaine arrogance, il est beaucoup plus profond qu'il n'y paraît. Il annonce un changement de civilisation. Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, le pouvoir se gagnait lors des batailles. C'était un pouvoir « régalien », un exécutif, éventuellement tempéré, selon la pensée de Montesquieu, par le législatif et le judiciaire – un schéma encore officiellement en vigueur de nos jours. Mais ce propos de Nathan Rothschild annonce la transition qui va inspirer le monde anglo-saxon pendant les XIX^e et XX^e siècles : le lieu du pouvoir n'est plus la force militaire, car celle-ci est mise au service d'autre chose : une ouverture commerciale, pilotée par le maniement des monnaies.

Le XIX^e siècle est celui des colonisations, lesquelles sont évidemment financées par les émissions des monnaies européennes. La confiance dont bénéficient celles-ci s'appuie sur un rapport de force. La Guerre de l'opium, par laquelle l'Angleterre força la Chine à ouvrir ses ports

au commerce, illustre le rôle joué par ce rapport de force mis au service du commerce.

L'Histoire ne s'arrête pas là. C'est en effet au XX^e siècle que la monétarisation du monde prend véritablement son essor. Voici le résumé des faits :

- en 1907, une crise de confiance se déclenche aux États-Unis. La Bourse chute et le public commence à retirer son argent (sous la forme de billets) des banques. J. P. Morgan, alors l'homme le plus riche des États-Unis, mobilise la moitié de sa fortune pour soutenir les cours. Les affaires reprennent, mais les milieux financiers restent inquiets.
- c'est pourquoi, en 1910, dans une île située face à la Géorgie, Jekyll Island, se déroule une réunion secrète – les participants ne donnaient que leurs prénoms – d'une dizaine de personnes pour étudier comment éviter que de telles crises de confiance ne se reproduisent.

La solution imaginée fut la construction d'un prêteur en dernier ressort chargé d'éviter que les banques soient dans l'impossibilité de rembourser leurs déposants. C'est Paul Warburg, un jeune banquier d'origine allemande, qui

(12) En fait, les frères Rothschild finançaient l'armée de Wellington via leur réseau international. Le jour de la bataille, Nathan a fait semblant de vendre ses valeurs britanniques. Comme on savait qu'il disposait des moyens d'information les plus rapides, son geste a accrédité l'idée que Napoléon était vainqueur, d'où un effondrement des cours à Londres. Dans les faits, il faisait racheter à bas prix ses avoirs par des complices.

(13) Pour rappeler que l'Empire britannique est présent sur tous les continents.

élabora le projet, dont le sénateur Aldrich assura la promotion jusqu'à son soumission au vote du Sénat. Il s'agissait de construire ce qui allait devenir la *Federal Reserve*, dont la création intervient en 1913, tout en conservant aux banquiers un contrôle vigilant sur son fonctionnement.

L'argumentation développée par Warburg vaut la peine d'être citée : « Le plan de la commission monétaire relève des conceptions de la Banque d'Angleterre, qui confie l'entière gestion aux mains des hommes d'affaires sans concéder au gouvernement une part quelconque dans la gestion ou le contrôle. L'argument fort de cette théorie est que l'activité de la banque centrale, comme celle de toute autre banque, est fondée sur le crédit et que l'évaluation des crédits est une affaire qui doit être laissée entre des mains expertes, et que le gouvernement doit être tenu à l'écart des affaires... »

Le projet est à cet égard davantage en ligne avec la Banque de France et la Reichsbank, dont les présidents et les conseils d'administration sont dans une certaine mesure nommés par les gouvernements. Ces banques, bien qu'elles constituent des sociétés de droit privé, sont des organismes semi-gouvernementaux, dans la mesure où elles sont autorisées à émettre des textes officiels – comme dans la plupart des États, à l'exception de l'Angleterre – et dans la mesure où elles sont gardiennes de la quasi-totalité des réserves d'or du pays et dépositaires des fonds de l'État. De plus, en matière de politique nationale, le gouvernement dépend de la bonne volonté et de la coopération loyale de ces organes centraux ».

La dernière phrase fait clairement état de l'inversion du rapport de force, tout en recommandant que celle-ci reste officieuse. Le pouvoir politique reste en place, pour sauver les apparences. Mais la communauté financière s'estime désormais seule à même de gérer le monde.



D.R.

Photographie de Paul Warburg

L'est-elle vraiment ? La crise de 1929⁽¹⁴⁾ prouvera que tel n'était pas le cas.

Cette crise fut l'événement économique le plus important du XX^e siècle. Elle commence par un effondrement de la Bourse en 1929 aux États-Unis, suivi, en 1931, de la faillite de la Credit-Anstalt⁽¹⁵⁾, à Vienne, provoquant un jeu de dominos international de faillites bancaires. Les dirigeants ne savent pas quoi faire. Les économistes développent deux raisonnements opposés : le retour à l'orthodoxie, en imposant une discipline aux banques, et, à l'opposé, l'injection de monnaie sous la forme de commandes publiques pour relancer l'économie. Cette seconde vision, due à l'économiste John Maynard Keynes, inspire la politique de grands travaux (les barrages de la *Tennessee Valley Authority*) menée par le Président Roosevelt. En Allemagne, la prise de pouvoir par Hitler et la mobilisation guerrière qui s'ensuit sont des conséquences du désarroi engendré par cette crise, à laquelle on répond là aussi par d'énormes commandes publiques.

Il est aujourd'hui admis que ce sont les dépenses militaires de la Seconde Guerre mondiale qui ont, de par leur ampleur, permis à l'économie de sortir de la crise. Si la doctrine officielle est restée (en théorie) libérale, la réalité est au contraire une mobilisation sans précédent des moyens de production par la commande publique (essentiellement militaire), d'où la constitution d'une deuxième force, le complexe militaro-industriel, dont le rôle va s'amplifier et se diversifier après la fin de la guerre.

Néanmoins, les enjeux monétaires continuaient d'être surveillés avec la plus grande vigilance. Moins d'un mois



D.R.

Harry Dexter White et John Maynard Keynes, lors de la conférence de Bretton Woods.

après le Débarquement en Normandie (1945), alors que la guerre n'était pas encore finie, les États-Unis convient les représentants de 40 pays à Bretton Woods pour parler du système monétaire. Cette réunion était préparée depuis deux ans. C'est donc en pleine guerre, au moment où l'armée allemande allait se perdre en Russie, que les États-Unis avaient décidé de changer le système monétaire.

Le débat opposa deux hommes : Keynes qui, depuis le succès de sa doctrine de la relance par l'investissement, avait acquis une crédibilité indiscutable, et Harry Dexter White, le représentant des États-Unis. Keynes préconisait la mise en place d'une monnaie mondiale qu'il appelait le « bancor ». White imposa sa solution, le « *gold exchange standard* », avec un argument simple : au lieu de se compliquer la vie en créant une nouvelle monnaie, admettons l'idée que toute monnaie convertible en or peut servir à régler les échanges internationaux. Sous cette apparente simplicité se cachait la promotion du dollar⁽¹⁶⁾ comme étalon monétaire mondial, la suite des événements allait en faire la démonstration...

Par précaution, les pays européens avaient envoyé avant-guerre une bonne partie de leurs réserves d'or de l'autre côté de l'Atlantique. Le gouvernement américain se saisit

(14) Puis celle de 2008, et les 29 hyperinflation du XX^e siècle.

(15) SCHUBERT A. (1991), *The Credit-Anstalt Crisis of 1931*, Cambridge University Press.

(16) *En regardant attentivement un billet d'un dollar, on lit « In God We Trust » (l'appel religieux à la confiance) et on distingue aussi le triangle maçonnique...*

de l'occasion pour faire évoluer le système monétaire à son profit.

Vingt ans après, le 4 février 1965, le général de Gaulle, dans une conférence de presse restée célèbre⁽¹⁷⁾, dit que les États-Unis pouvaient régler leurs dettes « avec des dollars qu'il ne tient qu'à eux d'émettre ». Il ajoutait qu'ainsi, ils échappaient à toute régulation, ce qui ne pouvait les mener qu'à des excès dommageables. Cette conférence fut accueillie par des hurlements d'indignation de la part de la presse anglo-saxonne. De Gaulle énonçait une vérité qu'il aurait fallu, selon eux, continuer à recouvrir d'un pudique manteau de silence.

Après le départ du général de Gaulle, c'est son Premier ministre, M. Georges Pompidou, qui devient Président de la République. Ancien directeur de la Banque Rothschild, il était particulièrement bien placé pour connaître les questions monétaires. Poursuivant la logique gaullienne, il demanda aux États-Unis, alors que le dollar était fragilisé par les dépenses de la guerre du Viêt Nam et les programmes du Président Johnson, de lui restituer une quantité d'or équivalant à 4 milliards de dollars au cours officiel fixé à Bretton Woods, à savoir 35 dollars l'once d'or. Nixon, alors Président des États-Unis, réunit ses conseillers et, après réflexion, sa réponse arriva sous la forme d'une déclaration télévisée, le 15 août 1971⁽¹⁸⁾. Prétendant une spéculation en cours, il annonce que « le dollar n'est plus convertible ! ». Ce n'était en fait qu'un coup de force qui propulsait le dollar au rang d'étalon monétaire mondial, en lieu et place de l'or.

Aujourd'hui, en 2017, l'once d'or vaut 1 350 dollars, soit 38 fois son cours officiel fixé à Bretton Woods. Ainsi, comme l'avait prédit de Gaulle, les États-Unis (plus précisément la communauté financière) ont imposé le dollar comme étalon et en ont émis à foison. Eussent-ils souhaité en limiter les effets, ils n'auraient sans doute pas pu le faire, à cause de la loi de Gresham (« la mauvaise monnaie chasse la bonne »). Mais ce n'était en aucun cas leur intention, deux indices le montrent :

- le premier, c'est l'évaluation du prix du pétrole, laquelle est formulée en dollars sur toute la planète. Deux chefs d'État se sont aventurés à souhaiter qu'il en soit autrement : en Irak, Saddam Hussein, qui envisageait que le pétrole soit payé en euros et, en Libye, Khadafi, qui imaginait un règlement en DTS⁽¹⁹⁾. Je ne peux m'empêcher de penser⁽²⁰⁾ que leur exécution dans des conditions particulièrement spectaculaires et humiliantes est de nature à ôter aux dirigeants d'autres pays producteurs de pétrole l'envie d'en faire autant ;
- le second est l'ampleur de l'effort de guerre américain. Comment se fait-il que ce pays, qui n'est aucunement menacé à ses frontières, assume la moitié du budget militaire mondial et assure une présence opérationnelle sur toutes les mers du monde, une capacité d'observation par satellite couvrant l'ensemble de la planète et une logistique de lancement de drones capables d'atteindre n'importe quel point du globe en quelques minutes ?

La réponse se trouve sans doute dans une analogie avec la Guerre de l'opium par laquelle, au XIX^e siècle, l'Angleterre obligea la Chine à ouvrir ses ports au commerce in-

ternational, y compris celui de l'opium. Autrement dit, la véritable motivation n'est pas, comme autrefois, l'occupation physique d'un territoire, mais bien l'ouverture d'un nouveau territoire commercial et financier.

Mais, ne l'oublions jamais, la monnaie, c'est d'abord de la confiance. Et cette confiance est menacée car, depuis la crise des *subprimes* de 2008, les États-Unis se sont mis à émettre des trillions de dollars⁽²¹⁾ afin de « sauver » leur système financier. Et il est vraisemblable qu'une nouvelle faillite de l'ampleur de celle de Lehman Brothers provoquerait, par un jeu de dominos, un effondrement plus important encore que celui de 1929. La confiance s'attachant au dollar-étalon est donc chancelante.

Ces émissions massives de monnaie destinées exclusivement à sauver les établissements financiers risquent, à terme, de déclencher une hyperinflation mondiale en dollars – une crise de grande ampleur dont notre civilisation aurait bien du mal à se remettre. Il faut se souvenir que l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler a été, notamment, une conséquence, certes lointaine, de l'hyperinflation qu'a connue l'Allemagne en 1924...

Quel autre scénario peut-on imaginer ? Voici d'abord une critique récente de la situation actuelle, que l'on peut lire dans le bimensuel américain *New American*. Elle montre que la confiance est en baisse, y compris aux États-Unis :

« Après le Texas qui vient de créer sa réserve d'or, c'est au tour du Kansas de porter un coup à l'emprise étouffante de la Réserve fédérale : ses législateurs envisagent un projet de loi qui exempterait de taxes toutes les ventes d'or, d'argent et de métal précieux. Une petite mais importante étape vers le rejet du monopole de la Fed, cette Banque que l'on dit centrale, mais qui n'a jamais été que privée. »

« L'introduction de la concurrence dans ce système monétaire imposé pourrait bien faire implorer les mécaniques bien huilées de celle qui préside depuis près d'un siècle à la politique du pays en la matière. Ce système qu'elle a fondé, à dessein, sur la dette, et dont les rois sont fatalement les prêteurs... ». L'idée repose sur un présupposé idéologique très anglo-saxon, « *Let's you and him fight* » : de la concurrence comme solution à toutes les difficultés...

(17) Inspirée par Jacques Rueff, économiste rigoureux qui l'avait conseillé lors de la mise en place du nouveau franc. <http://fresques.ina.fr/de-gaulle/fiche-media/Gaull00105/conference-de-presse-du-4-fevrier-1965.html>

(18) Le 15 août est la date où sont traditionnellement annoncées les mauvaises nouvelles, les Européens étant en vacances.

(19) Les droits de tirage spéciaux du Fond monétaire international, organisme créé à Bretton Woods.

(20) Après la lecture de PERKINS J. (2005), *Confessions d'un assassin financier – Révélation sur la manipulation des économies du monde par les États-Unis*, Éditions Alterre.

(21) Présentés au public sous le titre pudique d'assouplissement quantitatif (quantitative easing). Les Européens (la BCE) en ont fait autant, car ils étaient tombés dans le même piège.

Néanmoins, dans ce cas, il ne s'agit pas tant de concurrence que de localisation de l'émission monétaire, ce qui va dans le sens de la diversification par la multiplication des monnaies régionales et locales ⁽²²⁾ que nous avons évoquées en introduction, sans nécessairement abandonner les grandes monnaies, sauf si celles-ci sont balayées par une crise.

À cet égard, il faut noter que les moyens de paiement s'étant diversifiés (carte de crédit, puis au moyen de *smartphones*...), il est devenu techniquement possible pour un citoyen de payer instantanément avec la monnaie en vigueur là où il se trouve. C'est ce qui fonctionne déjà en Scandinavie où, bien que la Norvège, la Suède et la Finlande aient des monnaies différentes, chacun peut y régler ses achats instantanément avec une seule et même carte de crédit. Cela sera encore plus facile quand le paiement par *smartphone* sera généralisé, les compagnies de télécoms reprenant une partie du rôle aujourd'hui dévolu aux banques. C'est déjà le cas au Kenya, où lesdites compagnies ont mis à profit l'absence d'un système bancaire digne de ce nom. En Chine, plus de la moitié des paiements se font déjà par *smartphone*, et l'on prévoit la disparition du papier-monnaie... une invention née dans ce pays. La tenue des comptes (et la gestion des dettes...) y est en partie reprise par Alibaba et les autres grandes plateformes commerciales : de fait, elle échappe déjà partiellement aux banques.

Si l'on imagine que les quelque 5 000 monnaies locales ou professionnelles existantes pourraient elles aussi bénéficier des outils électroniques de communication et de stockage ⁽²³⁾, il faudrait dès lors s'attendre à une « ubérisation » de la monnaie, laquelle renouerait ainsi avec sa caractéristique originelle, celle d'être fondée sur la confiance. Non plus une confiance aveugle dans un système anonyme géré à Wall Street, mais une confiance accordée à des personnes ou à des organisations que l'on connaît.

En conclusion, il faut d'abord constater que la mise en place d'une civilisation pilotée par la communauté financière, telle que l'imaginait Nathan Rothschild au début du XIX^e siècle, s'est mondialisée au XX^e siècle et qu'elle continue à s'étendre. C'est au point que, sans y réfléchir, dans la vie quotidienne, la monnaie est prise pour étalon et le marché est reconnu comme instrument de mesure, alors que, pour un esprit scientifique, ni l'une ni l'autre ne possèdent les qualités nécessaires pour pouvoir jouer de tels rôles (*a fortiori* si le système bancaire continue à émettre de la monnaie en quantité). Il nous faut donc « reconsidérer la richesse ». C'est urgent, car le système actuel est instable et prédateur.

En pratique, on peut, par exemple, imaginer la reconstruction d'une confiance ne reposant plus sur un système bancaire adossé à des banques centrales. C'est ce que proposent les développeurs des logiciels *blockchain* avec le bitcoin et, surtout, avec le bancor ⁽²⁴⁾ (ainsi nommé en souvenir de la proposition faite par Keynes à Bretton Woods). Il s'agirait alors d'une décentralisation complète de la création monétaire, qui serait en cohérence avec une gestion des affaires plus en accord avec les souhaits des citoyens.

Mais cette réorientation ne suffirait pas. Nous savons que le changement climatique cause des transformations planétaires de grande ampleur : la fonte des glaciers, la montée du niveau des mers, la désertification de régions actuellement habitables... Dès lors, au lieu de poser la question « Comment le système monétaire peut-il se configurer pour sauver le bilan des banques ? », n'est-il pas plus raisonnable de s'interroger sur la nouvelle orientation qui lui permettrait de contribuer à la résolution des problèmes de la planète ?

Or, ceux-ci ne sont pas insurmontables. Ils sont à la portée des moyens techniques du XXI^e siècle. On connaît les problèmes causés par les sécheresses. L'on sait que les migrations dues notamment au changement climatique se compteront en centaines de millions de personnes ⁽²⁵⁾ au cours du XXI^e siècle. Actuellement, aucune structure n'est prête à accueillir des migrants que les pays dits « développés », mais bien imprévoyants, repoussent au-delà de leurs frontières.

J'imagine qu'une création monétaire dédiée, entre autres choses, à de grands travaux, à la construction d'espaces d'accueil dans des régions encore peu peuplées et rendues habitables par le réchauffement, telles que le Sud de la Sibérie, le Canada ou la Scandinavie, serait une initiative appropriée, voire nécessaire pour pouvoir accueillir cet immense flux migratoire.

Pour le dire plus concrètement : il serait raisonnable pour la gestion de la planète, notamment pour éviter l'hyperinflation et les guerres, que s'instaure une coopération entre des organismes, la BRI ⁽²⁶⁾ et le FMI ⁽²⁷⁾ notamment, qui, créés à l'origine pour agir au profit de la communauté financière, devraient, compte tenu de la situation économique actuelle, se mettre désormais au service de l'intérêt général :

- en encadrant sérieusement l'activité des banques (Banque des règlements internationaux – BRI), ce que permet le « *Big data* », de manière à limiter la création intempestive de monnaie, que ce soit par le *trading* haute fréquence ou par l'excès d'investissement immobilier urbain ;
- en confiant au Fonds monétaire international (FMI) le soin de créer une quantité de monnaie suffisante pour pouvoir financer les grands investissements d'infrastructures nécessaires au bon fonctionnement de l'économie mondiale du XXI^e siècle (dans la gestion de l'eau, les transports et l'éducation, l'alimentation en énergie, notamment dans les régions d'accueil des migrants).

(22) Voir l'exemple de Wörgl cité au début de cet article.

(23) Plusieurs compagnies de téléphone l'ont déjà bien compris.

(24) <https://en.wikipedia.org/wiki/Bancor>

(25) Voir l'étude de l'OCDE, « *Securing Livelihoods for All: Foresight for Action* », 2015.

(26) Banque des règlements internationaux (BRI), une instance située à Bâle, qui a élaboré les célèbres règles de Bâle I, Bâle II et Bâle III, des règles incompréhensibles pour le commun des mortels.

(27) Fonds monétaire international, créé après la Seconde Guerre mondiale lors de la conférence de Bretton Woods, en tant qu'instance de concertation entre les banques centrales.

Les profonds déséquilibres actuels remettent en question la crédibilité de la communauté financière, laquelle fait semblant de se réformer, tout en évitant de poser le problème de fond : cette communauté est-elle au service d'elle-même et de l'accroissement de son influence, dans le prolongement de ces deux derniers siècles, ou bien est-elle au service de l'intérêt général de la planète, laquelle doit faire face à des risques d'effondrement comparables à ce que fut le XIV^e siècle européen ?

Une crise de confiance particulièrement grave est donc probable⁽²⁸⁾. Or, comme nous l'avons dit en introduction, une monnaie se fonde avant tout sur la confiance.

Bibliographie

AGLIETTA M. & ORLEAN A. (2002), *La Monnaie : entre violence et confiance*, Éditions Odile Jacob.

BERTHOLET C. & LÉTOURNEAU L. (2017), *Ubérisons l'État avant que d'autres ne s'en chargent*, préface de Xavier Niel, Éditions Armand Colin.

De FOUCAULD J.-B. (dir.) (2016), *Peut-on apprivoiser l'argent aujourd'hui ?*, Colloque de Cerisy, Éditions Hermann.

GRAEBER D. (2013), *Dettes, 5 000 ans d'histoire*, Éditions LLL.

LIETAER B. & KENNEDY M. (2008), *Monnaies régionales*, préface de Michel Rocard, Éditions Charles Léopold Meyer.

LIETAER B. (2013), *Au cœur de la monnaie : systèmes monétaires, inconscient collectif, archétypes et tabous*, Éditions Yves Michel.

LIETAER B. (2007), *Mutation mondiale, crise et innovation monétaire*, Éditions de l'Aube.

Lord TURNER Adair (2017), *Reprendre le contrôle de la dette*, préface de Gaël Giraud, Éditions de l'Atelier.

(28) Il serait particulièrement utile de comparer la situation actuelle avec celle du début du XIV^e siècle en Europe, qui a engendré l'effondrement que l'on sait.